



ÉVALUATION DE SECURITÉ D'APRES- PROCES SUR LE VIOLS DE FEMMES EN KAVUMU, RDC

FÉVRIER 2018



En février 2018, Genderforce a effectué une série d'entretiens et d'observations pour évaluer la situation sécuritaire à Kavumu, dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), après le procès s'y étant tenu. L'analyse révèle des failles dans le domaine de la sécurité à Kavumu, permettant de faire des menaces et de la violence une banalité. Les femmes et les filles sont particulièrement exposées au risque de déplacement, d'enlèvement ainsi qu'à la violence sexuelle ou sexiste systématique (VSS), cependant, les hommes et les garçons ont également été pris pour cible, particulièrement les défenseurs des droits humains.

LA SITUATION SECURITAIRE A KAVUMU

Kavumu est une ville d'environ 50 000 habitants et située à 37 kilomètres de Bukavu, le capital de la province du Sud-Kivu, dans l'est de la RDC. En 2012, un conflit s'est envenimé entre M. Walter Muller et M. Frédéric Batumike à propos de la ferme de M. Muller. Le 12 juillet 2012, M. Muller a été assassiné, et plus tard, le 25 janvier 2013, M. Muhindo Kakony, témoin du meurtre de M. Muller a également été tué. Frédéric Batumike est à la tête d'une milice protégeant ses terres, appelées Jeshi la Yesu (l'Armée de Jésus). Pour rendre ses combattants forts et invulnérables, leur conseiller spirituel a ordonné aux miliciens d'enlever et de violer des petites filles de 10 à 12 ans. Au total, depuis 2013, 48 filles ont été violées à Kavumu. Dans une publication du 25 février 2016, M. Evariste Kasali, un défenseur des droits humains surveillant l'affaire Muller a décrit plusieurs crimes et menaces qu'une série de victimes identifiées ont subit. Le 17 mars 2016, M. Kasali a été assassiné. Après son décès, des rapports d'activistes pour les droits humains et de journalistes ont mis en lumière ces atrocités aux yeux de la communauté nationale et internationale, menant finalement à la mise en circulation d'un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Batumike. Ce dernier était député de la province Sud-Kivu et président provincial par intérim de la Convention des Congolais Unis (CCU)

La CCU est liée à M. Lambert Mende Omalanga, ministre de l'information et de la communication, et au porte-parole du gouvernement. Grâce à sa fonction politique, M. Batumike a réussi à éviter l'arrestation pendant longtemps, avant d'être capturé en juin 2016 à Bukavu. Le procès a eu lieu à Kavumu et le 13 décembre 2017, dans une décision rendue par le tribunal militaire du Sud-Kivu concernant l'enlèvement et le viol de 38 enfants, M. Batumike et sept autres personnes ont été condamnés à la prison à perpétuité pour crime contre l'humanité, viol et meurtre. Les avocats de M. Batumike ont fait appel et il est possible que le procès se poursuive en plus haute instance, cependant ce procès a été vu par beaucoup comme une affaire majeure dans le combat contre les VSS.

Cependant, l'image et l'impact de cette réussite s'efface à mesure que la situation sur le terrain se détériore. A la suite du procès, la communauté locale a été profondément touchée par l'insécurité généralisée. Un grand nombre de survivants, leurs familles, les témoins et une grande ONG sont sous menace constante des partisans de M. Batumike et des miliciens et envisage de quitter Kavumu. Une autre ONG a déclaré qu'ils se verront bientôt forcés à ne plus agir. Si des réponses efficaces ne sont pas trouvées, les avancées réalisées jusqu'à ce jour par la condamnation des auteurs de VSS seront rapidement



annulées. Ainsi, tout progrès à Kavumu risque d'être occulté par la situation sécuritaire se dégradant sur le terrain, ce qui affectera fortement la communauté locale, mais également les défenseurs et organisations internationales qui ont soutenu ce processus.

Les problèmes systémiques liés à l'incapacité des acteurs de la sécurité appelés à assurer la sécurité dans l'est de la RDC ont déjà été identifiés par l'organisation Genderforce dans une étude réalisée en 2015. Aujourd'hui, comme démontré durant l'évaluation de la sécurité, rien n'a changé dans ce domaine. La plupart des individus et des ONG interrogés ont déclaré qu'ils se sentiraient plus en sécurité, allant même jusqu'à dire qu'ils pourraient reprendre le travail, si une organisation fiable chargée de la sécurité était présente dans la région. Par conséquent, une intervention de protection des individus, surtout des militants des droits de la femme et des activistes, des communautés et des ONG doit être lancée. C'est maintenant qu'il faut agir, tant que les condamnés du procès de Kavumu sont en captivité ; il convient d'établir et de préserver un environnement sûr et sécurisé, d'aider les victimes à se reconstruire et à devenir plus fortes, et de réformer et de mieux armer les acteurs locaux de la sécurité pour combattre efficacement de telles menaces sécuritaires à l'avenir.

LES ACTEURS IMPLIQUÉS

L'évaluation sécuritaire menée par Genderforce a identifié entre 250 et 300 individus, allant de survivants de violence sexuelle aux travailleurs juridiques qui ont besoin de services de protection à divers degrés. Il existe également trois ONG locales et internationales qui ont fait part d'un besoin urgent de protection, Coopera, Parents Pleurons Ensemble (PKK) et Nouvelle Dynamique de la Société Civile (NdSCI) étant les premières victimes d'attaques répétées en février 2018. Ces organisations manquent de plans de sécurité et de stratégies d'atténuation des risques ainsi que de formation en matière de sécurité et d'équipement de sécurité simple qui leur permettrait de réduire les risques actuels pour leur personnel et leurs biens

Il n'existe pas d'acteurs fiables du secteur de la sécurité qui opèrent dans le cadre d'un état de droit et qui soient capables de réagir à la fois aux interventions sur le court terme, ainsi qu'aux opérations de stabilité menées sur le long terme: c'est là la faille la plus dangereuse identifiée par cette évaluation. Ni les acteurs de la sécurité nationale, ni les actions internationales telles que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO), mission de protection de la paix travaillant de concert avec le gouvernement de la RDC, ne mènent à bien leur mandat de protection des civils. La raison ? Une absence de ressources, de supervision et de compétences pour opérationnaliser les efforts de protection contre les VSS ainsi que les problèmes de coordination.



- **LES FORCES ARMEES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (FARDC)**

La FARDC ne compte que 82 soldats regroupés dans deux petites bases dans la région. Le manque de personnel formé a débouché sur une capacité réduite à combattre les groupes armés proches, ainsi que de déployer assez de forces de sécurité pour patrouiller dans les autres régions. Par conséquent, la plupart des patrouilles de l'armée à Kavumu sont menées le long de la route principale et dans quelques zones du village seulement. Cela veut dire que les patrouilles peuvent probablement montrer une présence suffisante dans la région pour dissuader les criminels de mener leurs activités à bien.

Il convient de souligner que certaines factions de la FARDC, la PNC (Police nationale congolaise) ainsi que l'Agence nationale de renseignement (ANR) menacent également les victimes, les témoins et les militants des droits humains. C'est une raison de plus pour laquelle les forces de sécurité n'ont pas pu arrêter M. Batumike pendant de longs mois ; une unité de commando spéciale a été appelée d'Uvira pour l'arrêter alors qu'il se déplaçait entre ses trois résidences à Bukavu. L'évaluation menée par Genderforce et d'autres rapports ont confirmé qu'il existe toujours des liens entre la milice de M. Batumike et ces forces de sécurité.

- **MONUSCO**

Les forces de MONUSCO patrouillent également le long de la route principale, et parfois dans les villages quand demandé. Le mandat MONUSCO avait pour but d'offrir une protection aux survivants. D'après plusieurs sources interrogées, l'organisation est entravée dans sa mission par les régulations bureaucratiques. Plusieurs personnes interrogées à Kavumu ont eu l'impression que MONUSCO fait tout son possible pour protéger le peuple, mais est confrontée à des problèmes de procédures, devant attendre les accords et autorisations au sein de la chaîne de commandement de l'ONU, ce qui limite ses capacités à réagir rapidement.

- **AUTRES ORGANISATIONS**

Il existe également bon nombre d'autres petits ou moyens acteurs tentant d'offrir une aide holistique aux survivants tels que Trial International, Coopera, la Fondation Panzi et Physicians for Human Rights.

Cependant, tous ne sont pas actifs dans les actions liées au procès. D'après les victimes et leur entourage, Coopera joue un rôle particulièrement important dans l'offre d'un soutien social et psychologique et parfois même d'une aide juridique.



LES FORCES DE L'OPPOSITION ET BELLIGERANTES

Depuis 2012, la milice de M. Batumike a mené de nombreuses attaques à Kavumu et dans la région. Ce groupe est une unité militaire structurée réunissant environ 470 hommes équipés de fusil, de grenades, de mortiers et de mitrailleuses achetés à des groupes de la FARDC et de la PNC. Ils se déplacent principalement à pied étant donné que les autres moyens de transports sont restreints. Leur base principale se situe dans une ferme saisie par M. Batumike, à deux kilomètres du centre de Kavumu.

La milice de M. Batumike est maintenant très active dans la région & a forcé les individus impliqués dans le procès, y compris les témoins et les militants des droits humains, au silence ou à l'exil. Récemment, la milice a eu recours à la violence, attaquant des maisons abritant des défenseurs des droits humains participant au procès. En outre, la milice a des liens avec d'autres groupes rebelles de la région. Parmi les plus proches, on compte le Raia Mutomboki (« citoyens en colère » de Kiswahili), un groupe armé d'environ 7 000 hommes dans le Sud Kivu et le Nord Kivu. Ce groupuscule a vu le jour en 2011 comme milice localisée d'auto-défense en réponse à une série d'attaques perpétrées par le FDLR.

INCIDENTS SECURITAIRES

L'évaluation menée par Genderforce, elle-même basée sur des rapports d'organisations de la société civile, démontre que depuis 2012, une crise sécuritaire a éclaté dans la région et s'est aggravée durant le procès, et surtout après la condamnation de M. Batumike. Parmi les menaces sécuritaires à Kavumu, on retrouve : de la violence physique ou psychologique / émotionnelle allant jusqu'au meurtre, des cambriolages, viols et enlèvements dans un environnement sans loi et hautement instable. Il convient de noter que les atrocités commises par les miliciens de M. Batumike ne se limitaient pas seulement, ou n'étaient pas seulement liées au procès, mais elles continuaient après, ces derniers s'en prenant à des victimes n'ayant aucun lien avec le procès.

Les femmes et les filles ont été les principales victimes des différents incidents sécuritaires ayant eu lieu à Kavumu. C'est évident d'après les rapports de l'hôpital Panzi où plusieurs survivantes de viols ont été prises en charge. L'une d'elles déclare qu'elle était sous la protection de l'hôpital, mais ça ne l'a pas empêché d'être menacée à plusieurs reprises par des hommes armés, surtout durant la nuit.

En effet, durant le procès, la plupart des survivants de violence sexuelle ou sexuelle interrogés à Kavumu était la cible de menaces et d'agression constantes et systématiques dans une tentative de les empêcher d'avoir accès à la justice. La mère de l'une des victimes a déclaré avoir été attaquée par un groupe de femmes qu'elle pense être les épouses des agresseurs ; elles ont menacé de s'en prendre à sa famille si elle ne renonçait pas à son statut de témoin. Une autre intimidée a affirmé que des hommes armés menaçaient sa famille depuis le début du procès et que des tensions avaient ainsi émergé dans son voisinage proche. Il existe également des preuves que de proches collaborateurs de M. Batumike aient localisé et harcelé des témoins et des proches des victimes. Dans une déclaration de la grand-mère de l'une des victimes, cette dernière détaille comment elle a



été approchée par des hommes armés depuis le début du procès et comment ses hommes l'oblige à garder le silence.

Ces exemples d'intimidation et de menace de violence ont poussé les familles à quitter leur foyer pour tenter de trouver refuge ailleurs. Les hommes de M. Batumike ont davantage profité de ces déplacements forcés en poussant les familles à quitter la région. Depuis décembre 2017, cinq familles ont disparu. De plus, les femmes interrogées font souvent part des mauvaises conditions de vies dont elles souffrent, de la stigmatisation, de l'insécurité et du traumatisme qu'elles subissent en raison de leur départ souhaité de Kavumu. Lors d'une réunion le 18 janvier 2018, des familles des victimes de Kavumu ont affirmé se sentir abandonné malgré le nombre d'organisations leur offrant un soutien pendant et après le procès. Etant donné que les familles commencent à disparaître et que la situation sécuritaire sur le terrain est très instable, il est fortement probable que d'autres fuient, craignant pour leur sécurité.

L'intimidation et les menaces freinent également la capacité des ONG et des militants des droits humains à agir sur le terrain. Dans une interview menée par M. Chrysostome, président national de la Nouvelle Dynamique de la Société Civile (NDSC) à Bukavu, ce dernier a affirmé que le manque de sécurité dans la région est en partie dû au meurtre de M. Kasali en 2016. L'évaluation de sécurité de Genderforce a mis en lumière que plusieurs autres organisation de la société civile ont été prises pour cible. Un coordinateur de l'une des sociétés civiles travaillant pour Coopera a, par exemple, été attaqué à son domicile en novembre 2017 et a dû fuir l'Ouganda. Le 13 février, Coopera a une fois de plus été la cible d'hommes armés non identifiés. L'organisation prévoit maintenant de quitter la zone en raison de ces menaces constantes et de la peur pour la sécurité de ses équipes. D'après le Directeur/trice Pays, l'organisation maintiendra le poste de quelqu'un de ses membres sur place si des services de sécurité fiables sont mis en place. Colonel Bodeli, chef d'escadron en charge de l'enquête de Kavumu, a reçu des menaces téléphoniques de la milice de M. Batumike. Plus tard, il a été la victime d'une attaque à Bukavu où on lui a jeté des pierres.

EVALUATION ET REMARQUES

Bien que l'on a tenté à mainte reprise et pendant des années de détacher la RDC de son titre mérité de « capital mondiale du viol », il n'existe aucune preuve que des progrès aient été réalisés, au contraire, on remarque une certaine régression. Des millions de congolais ont vu leur vie brisée par la VSS et la paix et la sécurité collective sont donc menacées. Malgré les nombreux efforts déployés pour combattre ce fléau (y compris l'adoption d'une Stratégie nationale sur les violences basé sur le genre en 2013, la prévalence des violences sexuelles est toujours une cause majeure de l'insécurité dont souffre la population en RDC. Le genre est un élément central de tout effort de consolidation de la paix, et les conséquences du conflit sur les hommes, femmes, garçons et filles ainsi que la façon dont les structures symboliques du genre influent sur les personnes, les traditions et les politiques fait qu'il est nécessaire d'assurer qu'une perspective de genre soit intégrée dans toutes les initiatives et solutions trouvées pour une paix durable et un recul de la violence.



L'enquête menée par Genderforce a révélé plusieurs failles majeures au sein du domaine de la sécurité nationale et internationale et dans les récits concernant le procès de Kavumu. Comme démontré par les incidents sécuritaires signalés durant l'évaluation de sécurité en février, les menaces et la violence sont monnaie courante dans la société de Kavumu. En plus de cela, la plupart des incidents ne sont jamais signalés car les victimes craignent d'être stigmatisées. La communauté locale, en particulier les survivants et leur famille, mais également les témoins et les organisations de défense des droits humains sont perturbés et profondément touchés par ce manque de sécurité. Dans le même temps, les acteurs de la sécurité dans la région sont vus, par beaucoup des personnes que nous avons interrogées, comme étant incapable de mener leur mandat de protection des civils à bien.

Par conséquent, il est nécessaire de renforcer le pouvoir des ressources du PNC dédiées à la lutte contre la VSS et les violences faites aux femmes. Etant donné que la plupart des personnes interrogées et menacées déclare qu'elle se sentirait en sécurité uniquement si une organisation fiable assurant leur sécurité était présente, la communauté internationale doit allouer des ressources au renforcement des capacités de ces acteurs à anticiper et contrer les menaces sécuritaires touchant la population locale.

La situation hautement instable justifie également que des évaluations sécuritaires régulières soient menées et que les résultats soient communiqués entre civils et institutions sécuritaires; cela permettra des actions de prévention et de protection plus efficaces et mieux coordonnées. Il est capital d'améliorer immédiatement la coordination des efforts de sécurité en offrant des outils aux ONG, aux CSO (chefs de la sécurité) et aux institutions, y compris aux défenseurs des droits humains, pour soutenir et fournir aux survivants des réglementations en matière de sécurité, des mécanismes de protection et des stratégies de prévention. En outre, il faut, depuis longtemps, éradiquer activement la corruption et le non-respect de la loi initié par la milice de M. Batumike et leurs semblables dans la région.

Aujourd'hui, les avocats de M. Batumike ont fait appel et font tout leur possible pour tenter de convaincre le juge de déplacer le procès de Kavumu à Kinshassa, où d'autres stratégies peuvent être employées. Les partisans de M. Batumike cherchent également par tous les moyens à détruire les preuves et à se débarrasser des témoins au fur et à mesure que le procès avance. Genderforce a donc conclu que le processus juridique serait long. Pendant ce temps, le soutien aux victimes risque de se raréfier étant donné que la plupart des ONG internationales qui ont soutenu les survivants de violence sexuelle et sexiste se retire maintenant par peur de devenir elle-même des cibles. Par conséquent, l'insécurité déjà omniprésente dont souffrent les victimes et la population toujours présente à Kavumu va continuer à croître.

C'est maintenant que la communauté internationale devrait intervenir et offrir une réelle protection aux individus, militants, ONG et communautés vulnérables. Si l'on ne met pas en place un environnement sûr et sécurisé, il n'y aura pas d'autre occasion d'aider les victimes à se reconstruire et reprendre confiance tout en gardant les coupables derrière les barreaux.



Produit par Genderforce, 2018-02-20.

Pour plus d'information veuillez contacter:

Mikael Thorson,

Directeur des opérations,

mikael.thorson@genderforce.com

Genderforce